

Services publics : propos démagogiques du Premier ministre

Le premier ministre vient d'annoncer lors d'une conférence de presse sa volonté d'améliorer les services publics. A l'heure où le gouvernement privatise EDF, ses propos s'apparentent à du double langage. En fait, en déclarant que les privatisations de La Poste et de la SNCF n'étaient pas à l'ordre du jour, il s'est prêté à une mauvaise opération de communication, en tentant d'éviter par cette pirouette de répondre sur les conséquences de la privatisation d'EDF pour les usagers.

Il donne comme exemple concret d'amélioration des services publics l'obligation qui serait faite à La Poste de maintenir une permanence jusqu'à 20 heures au moins une fois par semaine ainsi que le samedi matin. Il démontre surtout ainsi la pauvreté de la réflexion et des propositions de ce gouvernement.

Au premier abord, cette proposition peut apparaître comme positive. Dans les faits, elle ne répond pas aux besoins des usagers. La Poste a expérimenté, dans deux bureaux de poste parisiens, une permanence jusqu'à 20 heures pour le retrait des instances (colis et lettres recommandées). L'affluence y est très faible. L'expérimentation est donc loin d'être concluante. De plus, le premier ministre semble ignorer que la plupart des bureaux de poste dans les agglomérations sont ouverts le samedi matin !

Par ailleurs, parler de maintenir une permanence jusqu'à 20 heures, une fois par semaine, relève de la provocation. En effet, dans nombre de communes, rurales et urbaines, les usagers s'organisent et manifestent contre les réductions des horaires d'ouverture, voire les fermetures des bureaux de poste. De plus, alors que le gouvernement s'apprête à réduire les effectifs dans la fonction publique, demander aux fonctionnaires de faire des heures supplémentaires relève d'un franc cynisme. L'amélioration du service public mérite mieux que des déclarations démagogiques à l'emporte-pièce.

Pour l'Union syndicale Solidaires, le gouvernement doit cesser les privatisations et doit engager un large débat public, associant usagers, collectivités locales et syndicats sur l'avenir du service public. Le gouvernement doit enfin s'engager à donner les moyens pour la satisfaction des besoins collectifs de tous les usagers. Pour la défense et l'amélioration des services publics, l'Union syndicale Solidaires appelle à la manifestation nationale unitaire du 19 novembre initiée par la Fédération nationale des collectifs de défense et de développement des services publics.

Le 27 octobre 2005